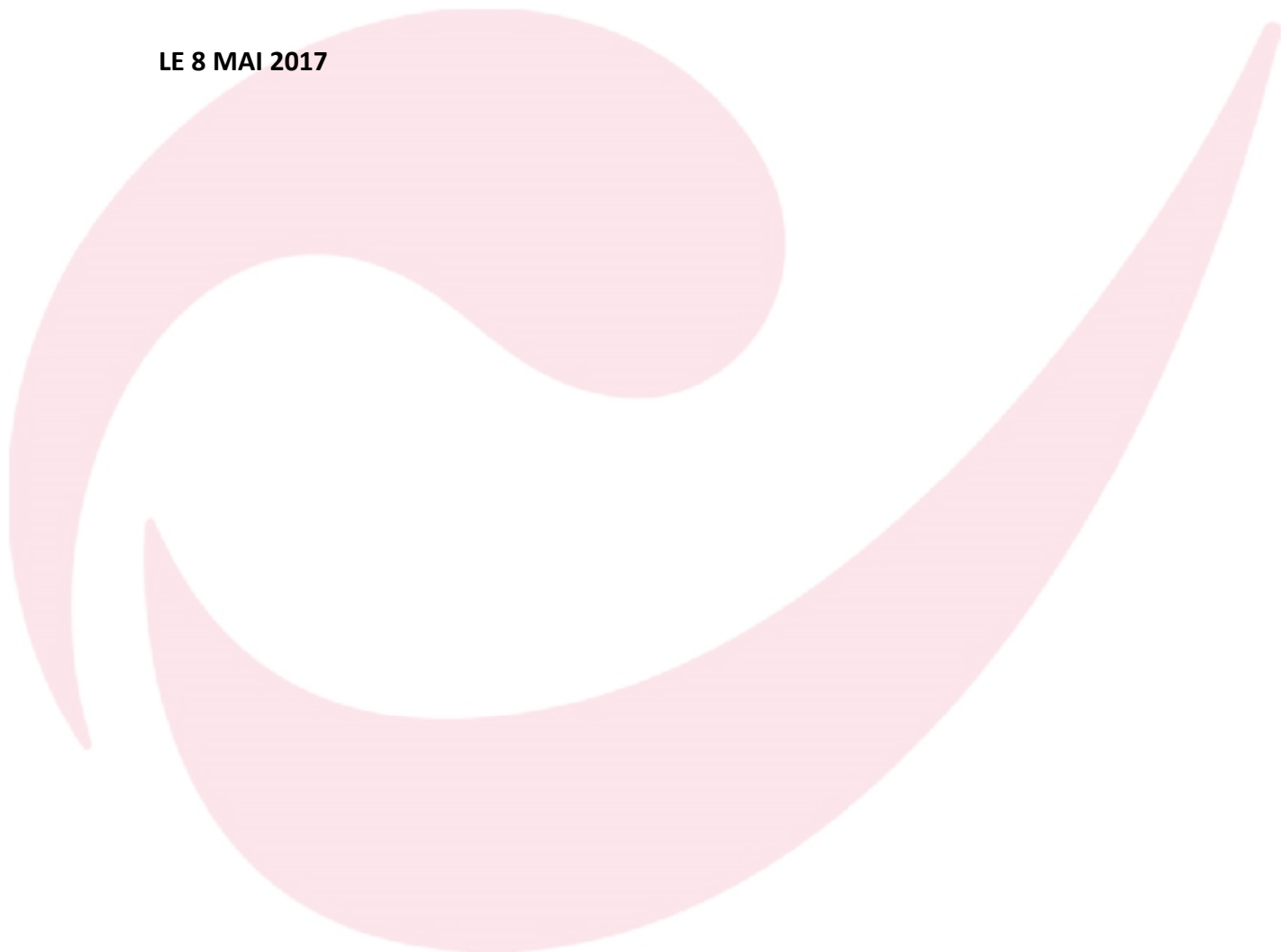




**GROUPE COLABOR INC.
RAPPORT DE GESTION**

DU PREMIER TRIMESTRE DE 2017

LE 8 MAI 2017



GROUPE COLABOR INC.**RAPPORT DE GESTION****PREMIER TRIMESTRE DE 2017****TABLE DES MATIÈRES**

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs	3
2. Mesures de performance non conformes aux IFRS	4
3. Déclarations prospectives	5
4. Faits saillants	5
5. Profil de la Société.....	6
6. Adoption anticipée d'IFRS 15.....	9
7. Analyse de la performance.....	10
7.1 Résultat net	10
7.2. Situation financière	15
7.3. Flux de trésorerie	17
8. Résumé des derniers trimestres.....	19
9. Transactions entre parties liées	19
10. Transactions hors bilan	20
11. Développements d'entreprise	20
12. Situation économique actuelle, stratégies de développement et perspectives d'avenir.....	21
13. Risques et incertitudes.....	22
14. Estimations et jugements importants	22
15. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière.....	24
16. Normes, modifications et interprétations existantes qui ne sont pas encore en vigueur	25

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. (la « Société » ou « Colabor ») porte sur le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie du premier trimestre de l'exercice financier se terminant le 30 décembre 2017. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et leurs notes annexes contenus dans le présent rapport intermédiaire, ainsi qu'avec les états financiers consolidés et les notes annexes contenus dans le plus récent rapport annuel portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2016. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière telles que publiées par l'IASB (IFRS). Ces états financiers peuvent être consultés à www.sedar.com et à www.colabor.com.

Un exercice financier standard de Colabor est composé de treize périodes; les trois premiers trimestres sont composés de trois périodes chacun et le dernier trimestre, de quatre. L'exercice financier se termine le dernier samedi de décembre.

Ainsi, les ventes et le résultat net de la Société sont proportionnellement moins élevés aux premier, deuxième et troisième trimestres et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33 % plus de jours d'opérations que les autres trimestres de l'exercice. De plus, il est à noter que les ventes de la Société sont saisonnières. Ainsi, le volume des ventes du premier trimestre est moins élevée en comparaison aux autres trimestres.

Les actions de Groupe Colabor Inc. se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole « GCL » tandis que ses débentures convertibles se négocient sous le symbole « GCL.DB.A ».

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant la Société sur SEDAR à www.sedar.com et sur le site web de Colabor à www.colabor.com. L'information sur le site Web de la Société n'est pas intégrée par renvoi au présent rapport de gestion.

2. Mesures de performance non conformes aux IFRS

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. Ces mesures de performance ne doivent pas être considérées isolément ou comme substituts aux autres mesures de la performance calculées en conformité avec les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires.

Par exemple, la Société utilise la notion de bénéfice avant frais financiers, amortissements, frais non liés aux opérations courantes et impôts sur les bénéfices (BAIIA ajusté), libellé aux états financiers sous le nom « Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements ». Le BAIIA ajusté découle du BAIIA défini par la communauté financière comme étant le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements tel qu'il est présenté dans le tableau ci-dessous. Le BAIIA n'a pas d'équivalent aux états financiers de la Société. Ces mesures sont largement répandues dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations. Elles reflètent l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance financière récurrente de la Société. Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

Rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté

(non audités, en milliers de dollars)

	2017 \$	2016 \$	Écart \$
Résultat net	(3 446)	(5 298)	1 852
Recouvrement d'impôts	(876)	(1 847)	971
Charges financières	1 813	2 994	(1 181)
Amortissements	2 540	2 719	(179)
BAIIA	31	(1 432)	1 463
Frais non liés aux opérations courantes	869	3 337	(2 468)
BAIIA ajusté	900	1 905	(1 005)

3. Déclarations prospectives

Nous avons utilisé, dans le présent rapport, diverses expressions qui pourraient, au sens de la réglementation des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, constituer des informations prospectives. De façon générale, toute déclaration contenue dans le présent rapport qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Les expressions « continuer », « anticiper » et autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Le rapport de gestion a pour but d'aider les actionnaires à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de la Société et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte qu'elles ne se réalisent pas. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels de Colabor et les projections ou attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique *Risques et incertitudes* du présent rapport de gestion. La Société n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives qui pourraient être contenues dans le présent rapport, sauf si cela est requis par la loi.

4. Faits saillants

Au cours du premier trimestre de 2017, les événements suivants ont eu un impact important sur les opérations de la Société :

- En janvier 2017, la Société a annoncé la fermeture de son centre de distribution situé à Vaughan. Ainsi, depuis le 30 avril 2017, Summit distribue ses produits depuis les trois entrepôts restants selon une nouvelle approche de distribution en Ontario centrée sur la géographie plutôt que des regroupements par client. Cette approche procurera dans le futur des économies significatives et une meilleure atteinte du marché.
- Pendant le premier trimestre, la baisse de la rentabilité de la Division Décarie, amorcée durant le quatrième de 2016, s'est accentuée causant un impact négatif sur le BAIIA ajusté. Cette baisse de rentabilité est attribuable à un important recul des ventes causé par une forte déflation des prix du bœuf ainsi qu'à une intensification des pressions concurrentielles.
- Renouvellement d'un important contrat d'approvisionnement en poissons et fruits de mer frais auprès de Sobeys Québec Inc.

5. Profil de la Société

Description des activités

Fondée en 1962, Colabor est un distributeur et un grossiste de produits alimentaires desservant le marché des services alimentaires (restaurants, chaînes de restauration, hôtels et cafétérias) et celui du marché de détail (épiceries de petite surface, dépanneurs, poissons et viandes pour les grandes surfaces, etc.). Elle exerce présentement ses activités dans deux segments et dans trois régions géographiques : l'Ontario, le Québec et les Maritimes.

A. Segment Distribution

Le segment Distribution comprend les activités suivantes :

1. *Summit Foodservice (« Summit ») – division de l'Ontario :*

Summit distribue plus de 8 000 produits, depuis des entrepôts à Ottawa, à London, à Mississauga et à Vaughan, à plus de 3 600 clients, incluant : (i) les entreprises Cara Limitées (ci-après « Cara ») qui exploitent, entre autres, les marques Swiss Chalet, Harvey's, Kelsey's, Montana's BBQ & Bar, Milestone's Grill and Bar and East side Mario's; (ii) Popeyes Louisiana Kitchen; (iii) Wild Wing; (iv) d'autres chaînes de restauration; (v) des restaurants indépendants; (vi) des clients institutionnels dont des hôpitaux, des écoles et des institutions gouvernementales. La gamme de produits de Summit comprend des produits surgelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires.

Cette division, d'environ 500 employés, mène les activités de 4 centres de distribution, dont les services administratifs de London. La superficie totale d'entreposage de ces entrepôts est d'environ 541 000 pieds carrés, répartie comme suit :

Mississauga	127 961 pieds carrés
London	113 595 pieds carrés (pouvant être agrandie)
Ottawa	103 460 pieds carrés (pouvant être agrandie)
Vaughan	196 598 pieds carrés (fermé le 30 avril 2017)

Ces entrepôts sont certifiés HACCP. Ce terme signifie « Hazard Analysis Critical Control Point » en anglais ou « Analyse des dangers et maîtrise des points critiques » en français. La certification oblige à identifier les risques spécifiques, à déterminer des points de contrôle de ces risques et à définir des mesures préventives.

2. *Skor – Division « Libre-service » – division de l'Ontario :*

Cette division opère 4 magasins « libre-service » dans le sud de l'Ontario et offre à sa clientèle plus de 10 000 produits de détail et de services alimentaires à des dépanneurs, à de petites épiceries, à des cafétérias ainsi qu'à des restaurants.

3. *Colabor Distributeur Alimentaire (« CDA ») :*

CDA est un important distributeur auprès de clients des services alimentaires et de détail dans les régions de Québec, du Saguenay, de la Mauricie, du Bas St-Laurent et de la Gaspésie, du Nouveau-Brunswick et de la Côte-Nord. CDA compte environ 460 employés, distribue plus de 12 000 produits depuis ses deux entrepôts stratégiquement situés à Lévis et à Rimouski, qui totalisent environ 303 000 pieds carrés. La clientèle, de près de 4 600 clients, se compose principalement de restaurants, d'exploitants de services alimentaires, de magasins d'alimentation spécialisés, de comptes institutionnels tels des établissements de soins de santé, des écoles et des universités, ainsi que de certains autres clients du commerce de détail. CDA offre une gamme complète de produits dont des produits congelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires. Elle offre donc une solution multiservice à ses clients.

4. *Les Pêcheries Norref Québec Inc. (« Norref ») – division du Centre-du-Québec :*

Norref est une entreprise spécialisée dans l'importation et la distribution de poissons et de fruits de mer frais au Québec. Norref est reconnue comme le plus important distributeur de ce genre au Québec.

Norref exploite un centre de distribution d'environ 40 000 pieds carrés à Montréal et détient une certification HACCP et une approbation fédérale lui permettant de vendre à l'échelle nationale. Norref distribue toute une gamme de poissons et de fruits de mer frais et surgelés. La clientèle de Norref est diversifiée et se compose de supermarchés, de restaurants, d'hôtels et de poissonneries. Norref compte approximativement 200 employés.

5. *Viandes Lauzon (« Lauzon ») – division du Centre-du-Québec :*

Lauzon effectue la préparation et la transformation de viandes de qualité supérieure pour les provinces de Québec et d'Ontario et est un important distributeur des marques de bœuf de grande notoriété telles que Angus Pride et Sterling Silver. Lauzon est réputée, entre autres, pour ses produits, son expertise et pour un service à la fois efficace et souple aux secteurs de la restauration, de l'hôtellerie et du segment institutionnel. Lauzon mène ses activités dans une usine d'environ 68 000 pieds carrés récemment rénovée, située à Montréal, et détient une certification HACCP ainsi qu'une approbation fédérale lui permettant de vendre ses produits à l'échelle nationale. Cette division compte approximativement 100 employés.

B. Segment Grossiste

1. *Centre de distribution de Boucherville (« Boucherville ») – division du Centre-du-Québec :*

Les ventes de Boucherville sont constituées de produits alimentaires et non alimentaires fournis à des distributeurs qui, à leur tour, redistribuent ces produits à plus de 25 000 clients faisant affaire dans les secteurs des services alimentaires et du commerce de détail pour la province de Québec et les provinces de l'Atlantique.

Boucherville exploite un centre de distribution d'environ 371 000 pieds carrés à Boucherville et compte approximativement 80 employés.

2. *Viandes Décarie (« Décarie ») – division du Centre-du-Québec :*

Décarie est un grossiste et un distributeur spécialisé dans le marché de la viande et des produits de boucherie. Décarie exploite un centre de distribution d'environ 27 000 pieds carrés, situé à Montréal, et a environ 50 employés. À titre de grossiste, cette division distribue un large éventail de viandes fraîches et congelées telles que le bœuf, le veau, l'agneau, le porc ainsi que la volaille. Sa clientèle se compose de distributeurs, de détaillants en alimentation et de boucheries spécialisées. Les installations de Décarie sont certifiées HACCP et elle détient un permis fédéral lui offrant la possibilité de vendre ses produits à l'échelle nationale.

6. Adoption anticipée d'IFRS 15

La Société a adopté de façon anticipée la norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients*, ce qui a entraîné des ajustements dans la façon de comptabiliser certaines transactions présentées aux états financiers. Le principal changement concerne la comptabilisation des ventes de type « livraison directe aux clients ».

Lorsqu'un fournisseur effectuait la livraison de produits directement chez les clients de Colabor, les revenus étaient auparavant comptabilisés à titre de ventes, déduction faite des remises aux clients de Colabor. Le coût des produits vendus était quant à lui comptabilisé dans les charges opérationnelles, déduction faite des remises des fournisseurs.

Selon la norme IFRS 15, les revenus des ventes directes aux clients sont maintenant comptabilisés en réduction des charges opérationnelles. Le coût des produits vendus est quant à lui encore comptabilisé dans les charges opérationnelles, déduction faite des remises des fournisseurs. L'impact de ce changement est une réduction des ventes et une réduction équivalente des charges opérationnelles, ce qui a donc un effet nul sur le résultat opérationnel.

Aux fins de comparabilité, les données de la période de 84 jours terminée le 19 mars 2016 ont été ajustées pour refléter l'adoption de cette nouvelle norme. Les ajustements des données comparatives se détaillent comme suit :

(non audités, en milliers de dollars)

	Premier trimestre terminé le 19 mars 2016		
	Résultat présenté en 2016 \$	Ajustement selon IFRS 15 \$	Résultat reclassé 2016 \$
Ventes	307 064	(22 253)	284 811
Charges opérationnelles, excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	305 159	22 253	282 906
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	1 905	-	1 905

7. Analyse de la performance

7.1 Résultat net

Le tableau qui suit décrit les états consolidés du résultat du premier trimestre :

États consolidés du résultat

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2017		2016 Reclassé		Écart	
	\$	%	\$	%	\$	%
Ventes	267 187	100,00	284 811	100,00	(17 624)	(6,19)
Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	266 287	99,66	282 906	99,33	(16 619)	(5,87)
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	900	0,34	1 905	0,67	(1 005)	(52,76)
Frais non liés aux opérations courantes	869	0,33	3 337	1,17	(2 468)	(73,96)
Amortissements	2 540	0,95	2 719	0,95	(179)	(6,58)
	3 409	1,28	6 056	2,13	(2 647)	(43,71)
Résultat opérationnel	(2 509)	(0,94)	(4 151)	(1,46)	1 642	(39,56)
Charges financières	1 813	0,68	2 994	1,05	(1 181)	(39,45)
Résultat avant impôts	(4 322)	(1,62)	(7 145)	(2,51)	2 823	(39,51)
Recouvrement d'impôts	876	0,33	1 847	0,65	(971)	(52,57)
Résultat net	(3 446)	(1,29)	(5 298)	(1,86)	1 852	34,96
Résultat net de base et dilué par action	(0,03)		(0,19)			

Le résultat net du trimestre est de (3,4) M\$ comparativement à (5,3) M\$ pour le même trimestre l'an dernier, soit une amélioration de 1,9 M\$. Cette variation s'explique principalement par la diminution des frais non liés aux opérations courantes de 2,5 M\$ et des charges financières de 1,2 M\$, comparativement à 2016. En contrepartie, le BAIIA ajusté a diminué de 1,0 M\$. Le résultat net de base et dilué par action s'est quant à lui établi à (0,03) \$ par action comparativement à (0,19) \$ en 2016.

Le tableau qui suit fait état des ventes sectorielles du premier trimestre :

Ventes sectorielles

(non audités, en milliers de dollars)

	2017	2016	Écart	
	84 jours	Reclassé 84 jours		
	\$	\$	\$	%
Ventes avant éliminations				
Segment Distribution	206 689	219 339	(12 650)	(5,8)
Segment Grossiste	80 845	90 248	(9 403)	(10,4)
	287 534	309 587	(22 053)	(7,1)
Ventes inter segments				
Segment Distribution	2 235	3 819	(1 584)	(41,5)
Segment Grossiste	18 112	20 957	(2 845)	(13,6)
	20 347	24 776	(4 429)	(17,8)
Ventes consolidées				
Segment Distribution	204 454	215 520	(11 066)	(5,1)
Segment Grossiste	62 733	69 291	(6 558)	(9,5)
	267 187	284 811	(17 624)	(6,2)

Les ventes du premier trimestre sont de 267,2 M\$ comparativement à 284,8 M\$ pour le même trimestre en 2016, soit une baisse de 17,6 M\$ ou de 6,2 %.

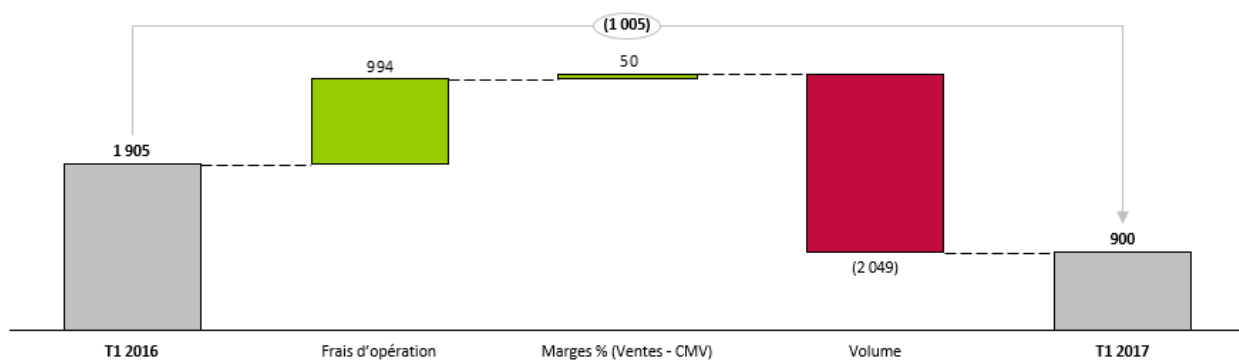
La décroissance de 5,1 % des ventes du segment Distribution provient surtout de la perte de contrats importants dans les divisions de l'Ontario et de l'Est du Canada. Outre ces contrats perdus, les ventes sont en progression.

La décroissance de 9,5 % des ventes du segment Grossiste provient principalement de la division Décarie, où le repli des ventes de plus de 23 % est attribuable à une déflation importante des prix du bœuf et à une intensification de la compétition, qui a eu un effet négatif tant sur le volume des ventes que sur les marges.

Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements (BAIIA ajusté)

Analyse du BAIIA ajusté du premier trimestre :

(non audités, en milliers de dollars)



Le BAIIA ajusté du premier trimestre de 2017 a atteint 0,9 M\$ ou 0,34 % des ventes comparativement à 1,9 M\$ ou à 0,67 % pour la même période en 2016. La variation s'explique entre autres par :

- La réduction du **volume** suite à l'intensification de la compétition chez Décarie et par la perte de contrats en Ontario et dans l'Est du Canada.

Compensée en partie par :

- La diminution des **frais d'opération** découlant principalement de la réduction du volume de vente; et
- La stabilisation des **marges en %**.

Frais non liés aux opérations courantes

Ce poste de l'état du résultat comprend les éléments inhabituels suivants :

(non audités, en milliers de dollars)

	2017 84 jours \$	2016 84 jours \$
Restructuration interne des opérations		
Variation de la provision pour fermeture d'entrepôt ^(a)	809	-
Primes de séparation et autres ^(b)	-	3 255
Allocations de départ	94	-
Variations des provisions pour contrats déficitaires	(34)	82
	869	3 337

^(a) Le 31 janvier 2017, la Société a annoncé la fermeture de l'entrepôt de Vaughan effectif à compter du 30 avril 2017. Une provision pour des charges de fermeture de 809 \$ relativement, entre autres, aux indemnités de départ a été comptabilisée en 2017.

^(b) Le 26 janvier 2016, la Société a mis de l'avant un plan de rationalisation et d'optimisation de ses activités d'exploitation. Ce plan vise à améliorer davantage l'efficacité opérationnelle et la rentabilité dans un contexte d'affaires qui demeure difficile pour l'industrie de la distribution des services alimentaires, ainsi qu'à finaliser l'intégration des acquisitions réalisées au cours des dernières années. La portée du plan englobe la plupart des divisions et consiste principalement à centraliser et consolider certaines activités au siège social de la Société ou à celui de ses divisions. La mise en œuvre du plan s'est traduit par l'abolition d'environ 120 postes, soit environ 8 % des effectifs totaux de la Société.

Amortissements

La charge d'amortissement pour le premier trimestre de 2017 est de 2,5 M\$ comparativement à 2,7 M\$ en 2016, ce qui est relativement stable.

Charges financières

La charge financière du premier trimestre de 2017 de 1,8 M\$ est plus faible comparativement à celle du trimestre correspondant de 2016 qui est de 3,0 M\$. Cette baisse s'explique principalement par l'effet combiné d'une réduction de l'emprunt bancaire moyen et d'une baisse du taux moyen suite à la recapitalisation.

Recouvrement d'impôts

Le recouvrement d'impôts du premier trimestre de 2017 de 0,9 M\$ est plus faible comparativement à 1,8 M\$ au trimestre correspondant de 2016. Cette baisse provient principalement d'une perte nette avant impôt inférieure en 2017 par rapport à 2016.

Résultat net par action

Le résultat net par action du premier trimestre de 2017 a atteint (0,03) \$ comparativement à (0,19) \$ au premier trimestre de 2016, soit une hausse du résultat net par action de 0,16 \$. Cette augmentation s'explique par une diminution de la perte nette tel qu'il est décrit précédemment et par l'augmentation du nombre d'actions en circulation à la suite de la recapitalisation.

7.2. Situation financière

Le tableau qui suit présente les États consolidés de la situation financière du premier trimestre de la Société :

États consolidés de la situation financière

(non audités, en milliers de dollars)

	Au 25 mars 2017 \$	Au 19 mars 2016 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Actif			
Courant			
Client et autres débiteurs	94 586	99 098	99 981
Stock	80 269	79 813	83 246
Frais payés d'avance	3 802	4 032	3 081
Autres	2 515	1 761	1 830
Actif courant	181 172	184 704	188 138
Non courant			
Immobilisations corporelles	12 807	15 007	13 128
Immobilisations incorporelles	53 931	61 100	55 593
Goodwill	84 130	84 130	84 130
Actifs d'impôts différés	2 712	3 981	2 015
Autres	1 497	1 522	1 693
Actif non courant	155 077	165 740	156 559
Total de l'actif	336 249	350 444	344 697
Passif			
Courant			
Déouvert bancaire	7 283	4 835	7 468
Fournisseurs et autres créditeurs	93 140	93 845	105 314
Portion à court terme de la dette à long terme	572	109 818	550
Autres	1 551	1 920	654
Passif courant	102 546	210 418	113 986
Non courant			
Dette à long terme	68 136	23 372	61 211
Déventures convertibles	48 924	49 050	48 870
Obligation au titre de la retraite	605	1 600	662
Provisions	2 917	3 631	2 998
Passifs d'impôts différés	484	552	517
Passif non courant	121 066	78 205	114 258
Total du passif	223 612	288 623	228 244
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	112 637	61 821	116 453
Total du passif et des capitaux propres	336 249	350 444	344 697

Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont en baisse de 4,5 M\$ comparativement à 2016 et de 5,4 M\$ par rapport au 31 décembre 2016. Ces baisses importantes s'expliquent principalement par des efforts plus systématiques déployés concernant la collection dans le but d'une meilleure gestion du fonds de roulement.

Stocks

Malgré une augmentation des inventaires de viandes, les stocks ont connu une diminution de 3,0 M\$ par rapport au 31 décembre 2016. Cette baisse s'explique par des efforts déployés pour réduire le niveau des inventaires dans le but d'assurer une meilleure gestion du fonds de roulement.

Fournisseurs et autres créditeurs

Le solde des fournisseurs et autres créditeurs est relativement stable par rapport à 2016, mais a diminué par rapport au 31 décembre 2016 de 12,2 M\$. Cette réduction est causée en partie par la réduction cyclique des achats ainsi qu'une détérioration de l'âge des comptes à payer moyen, causée par un assortiment plus élevé de viande dans les inventaires où les termes de paiements sont désavantageux.

Facilités de crédit

La Société a l'obligation de respecter un ratio de couverture des charges fixes. Au 25 mars 2017, ce ratio était respecté.

Capital-actions

Le capital-actions de Colabor est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées pouvant être émises en série, toutes sans valeur nominale. Le sommaire des droits, des privilèges, des restrictions et des conditions qui se rattachent aux actions ordinaires et aux actions privilégiées de Colabor est présenté à la Notice annuelle de Colabor datée du 24 février 2017 et qui est accessible via l'Internet sur le site web de SEDAR au www.sedar.com.

Au 8 mai 2017, 102 112 832 actions ordinaires et 50 000 débentures convertibles étaient émises et en circulation et 5 570 420 options d'achat d'actions étaient en circulation dont 820 250 options pouvaient être exercées.

Débentures convertibles

Le 13 octobre 2016, la Société a conclu une entente pour amender les conditions relatives aux débentures convertibles émises le 27 avril 2010. Le taux d'intérêt des débentures a été haussé à 6,0 % à partir du 31 octobre 2016. Le taux effectif des débentures est de 6,55 %. Les débentures sont convertibles, au gré de leur porteur, en actions au taux de conversion de 400 actions par tranche de 1 000 \$ de capital des débentures, soit un prix de conversion de 2,50 \$ par action. La Société pouvait, en certaines circonstances, procéder à leur rachat anticipé, de façon partielle ou en totalité, après le 30 avril 2015. Aucun rachat

anticipé n'a été effectué au cours de la période terminée le 25 mars 2017. Les frais de renouvellement du contrat de débentures au montant de 687 000 \$ ont été portés en diminution des débentures.

7.3. Flux de trésorerie

Le tableau qui suit représente les flux de trésorerie consolidés :

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(non audités, en milliers de dollars)

	2017 \$	2016 \$
Activités opérationnelles		
Résultat net	(3 446)	(5 298)
Impôts différés	(876)	(1 847)
Amortissements	2 540	2 719
Charges financières	1 813	2 994
Autres	(472)	(253)
	(441)	(1 685)
Variation nette du fonds de roulement	(4 093)	3 851
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	(4 534)	2 166
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(320)	(75)
Dispositions d'immobilisations corporelles	13	20
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(116)	(61)
Autres	22	20
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement	(401)	(96)
Activités de financement		
Dette long terme	6 863	(92)
Paiement en vertu de contrats de location	(137)	(81)
Émission de capital-actions, net des frais afférents	5	-
Charges financières payées	(1 611)	(2 626)
Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement	5 120	(2 799)
Variation nette du découvert bancaire	185	(729)
Découvert bancaire au début de la période	(7 468)	(4 106)
Découvert bancaire à la fin de la période	(7 283)	(4 835)

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles du premier trimestre sont négatifs et s'élèvent à 4,5 M\$ comparativement à des flux positifs de 2,2 M\$ pour la même période en 2016. L'écart de 6,7 M\$ s'explique principalement par une variation du fonds de roulement défavorable en 2017 causée par une baisse plus importante des inventaires lors du premier trimestre de 2016 combinée à une baisse significative des fournisseurs et autres créditeurs au cours du premier trimestre de 2017, suivant la hausse des inventaires de viandes auprès des fournisseurs dont les termes de paiements sont défavorables.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement du premier trimestre 2017 sont négatifs et s'élèvent à 0,4 M\$ comparativement à des flux négatifs de 0,1 M\$ pour la même période en 2016. Cette augmentation s'explique par des acquisitions d'immobilisations corporelles un peu plus importantes au premier trimestre de 2017.

Activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement du premier trimestre sont positifs et s'élèvent à 5,1 M\$ comparativement à des flux négatifs de 2,8 M\$ pour la même période en 2016. L'écart provient principalement de l'augmentation de l'emprunt bancaire et une réduction des charges financières payées au premier trimestre de 2017.

Paiements exigibles

Les paiements exigibles des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

(non audités, en milliers de dollars)

Obligations contractuelles	Paiements exigibles par période				
	Total \$	Moins de 1 an \$	De 1 à 3 ans \$	De 3 à 5 ans \$	5 ans et plus \$
Emprunt bancaire	42 784	-	42 784	-	-
Obligations découlant de contrats de location	2 609	658	1 030	752	169
Dette à long terme (valeur nominale)	25 000	-	-	25 000	-
Débiteures convertibles (valeur nominale)	50 000	-	-	50 000	-
Provision	4 106	785	1 472	1 255	594
Contrats de location simple	56 902	9 466	21 919	16 499	9 018
	181 401	10 909	67 205	93 506	9 781

8. Résumé des derniers trimestres

Le tableau qui suit présente le résumé des résultats des derniers trimestres :

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2017		2016		2016 Reclassé		2015 Reclassé	
	T1 (84 jours)	T4 (119 jours)	T3 (84 jours)	T2 (84 jours)	T1 (84 jours)	T4 (112 jours)	T3 (84 jours)	T2 (84 jours)
Ventes	267 187	432 543	339 102	342 979	284 811	431 912	339 202	340 044
BAlIA ajusté	900	9 092	9 196	10 074	1 905	9 301	8 027	8 512
Résultat net	(3 446)	(160)	2 708	3 073	(5 298)	(29 314)	863	1 002
Résultat net de base et dilué par action	(0,03)	(0,00)	0,10	0,11	(0,19)	(1,07)	0,03	0,04

9. Transactions entre parties liées

Les transactions entre parties liées de la Société sont constituées de ventes survenues avec Dubé & Loiselle Inc., une entité détenue par un administrateur de la Société. Les opérations ont été effectuées conformément aux différents contrats régissant les relations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc., dans le cours normal des affaires.

Le tableau qui suit fait état des opérations entre la Société et Dubé & Loiselle Inc. :

(non audités, en milliers de dollars)

	Au 25 mars 2017
	\$
États consolidés du résultat	
Ventes	5 232
États consolidés de la situation financière	
Clients et autres débiteurs, nets des remises à payer	944
Option d'achat de Dubé & Loiselle Inc. ^(a)	500

^(a) Dans le cadre de l'opération de recapitalisation survenue en octobre 2016, la Société a versé une somme de 0,5 M\$ à Gestion Robraye Ltée en contrepartie de l'option d'acquiescer Dubé & Loiselle Inc. dans les trois ans suivant la clôture de l'opération de recapitalisation. La Société juge qu'elle n'a ni le contrôle, ni l'influence pour consolider cette entité dans ses états financiers. Elle est plutôt considérée comme une partie liée de la Société.

10. Transactions hors bilan

La Société n'a pas d'obligation relative à des transactions hors bilan, à l'exception de lettres de garantie bancaire de l'ordre de 1 764 000 \$, soutenant la location d'un des centres de distribution de la Société et la marge de crédit auprès d'un fournisseur.

11. Développements d'entreprise

Plan de rationalisation

Le 26 janvier 2016, Colabor a mis en œuvre un plan de rationalisation et d'optimisation de ses activités d'exploitation. Ce plan, approuvé par le conseil d'administration, vise à permettre à Colabor d'améliorer davantage son efficacité opérationnelle et sa rentabilité dans un contexte d'affaires qui demeure difficile pour l'industrie de la distribution des services alimentaires ainsi que de finaliser l'intégration des acquisitions réalisées au cours des dernières années. Ce plan fait suite à la décision du conseil d'administration, annoncée le 12 mars 2015, de ne plus déclarer de dividende afin d'affecter davantage de ressources financières aux opérations, tout en allouant les sommes excédentaires à la réduction de la dette.

La portée du plan englobe la plupart des divisions de Colabor et consiste principalement à centraliser et à consolider certaines activités au siège social de la Société ou à celui de ses divisions. La mise en œuvre du plan s'est traduite par l'abolition d'environ 120 postes, soit environ 8 % des effectifs totaux de la Société. Reflétant essentiellement ces mises à pied, Colabor a comptabilisé une charge non liée aux opérations courantes de 3,6 M\$, avant impôts, dans ses résultats de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2016.

Les mesures de rationalisation entraînent des réductions annuelles importantes, avant impôts. Ces économies se sont matérialisées au cours de l'exercice 2016 et auront plein effet au cours de l'exercice 2017.

Opération de recapitalisation

Colabor a conclu le 13 octobre 2016, une opération de recapitalisation qui réduit son endettement et améliore sa structure de capital. Par conséquent, l'emprunt bancaire, la dette à long terme et les débentures convertibles sont maintenant reclassés à long terme.

12. Situation économique actuelle, stratégies de développement et perspectives d'avenir

Situation économique actuelle

Colabor a des activités commerciales dans l'Est du Canada, au Québec et en Ontario. Colabor a établi son plan d'affaires, qui est décrit ci-dessous, et croit que la situation économique actuelle pourrait lui apporter encore des occasions d'affaires qu'elle est prête à analyser avec l'objectif d'accroître la valeur de la Société au bénéfice de ses actionnaires.

Stratégies de développement

La direction de la Société croit qu'il existe d'importants canaux servant à accroître sa pénétration dans le domaine des services alimentaires au Canada.

Le marché de la distribution des services alimentaires est encore très morcelé dans l'Est du Canada. Cette situation donne l'opportunité à Colabor d'augmenter de façon significative sa part de marché dans les régions géographiques où elle est déjà présente.

Dans le but de diversifier sa base de clientèle et ainsi de minimiser l'importance relative de chacun des clients, la Société a décidé d'investir, en 2017, dans la force de vente auprès des restaurateurs indépendants de l'Ontario et du Québec. Cette initiative procurera également une meilleure pénétration des marques privées de l'entreprise et une amélioration sensible des marges brutes.

De plus, la Société croit que ses divisions de produits spécialisés (Norref et Lauzon) bénéficieront également de ces investissements.

Perspectives d'avenir

Bien que l'entreprise prévoit se concentrer d'abord sur sa croissance organique en 2017, étant donné sa faible part de marché dans certaines régions métropolitaines importantes du Canada telles Toronto et Montréal, certaines opportunités d'acquisition permettraient à la Société d'augmenter de façon importante ses ventes, son pouvoir d'achat et sa capacité de générer des économies de coûts avec l'objectif d'augmenter son bénéfice net.

13. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle datée du 24 février 2017 la « Notice » et accessible via l'Internet sur le site de SEDAR à www.sedar.com. Les risques qui sont décrits à la Notice sont incorporés dans le présent rapport de gestion par renvoi.

14. Estimations et jugements importants

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges.

Les résultats réels peuvent différer des jugements, des estimations et des hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés.

L'information sur les jugements, les estimations et les hypothèses significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Estimations

Perte de valeur des clients et autres débiteurs

Le montant comptabilisé au titre de perte de valeur des clients et autres débiteurs est fondé sur l'estimation de la direction des risques associés à chacun des clients et aux autres débiteurs de la Société en fonction des pertes subies dans le passé, de l'expérience de recouvrement et de l'incidence de la conjoncture économique actuelle et prévue.

Remises des fournisseurs

La Société constate les remises des fournisseurs en estimant le degré d'atteinte des conditions donnant droit aux remises.

Perte de valeur sur l'actif financier disponible à la vente

La direction examine la présence d'indices de dépréciation de l'actif financier disponible à la vente à chaque date de présentation de l'information financière. Lorsque la direction détermine que l'actif a subi une dépréciation, la perte cumulée comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est reclassée aux résultats.

Évaluation du stock

Le stock est évalué au montant le moins élevé du coût et de la valeur nette de réalisation. Lorsqu'elle estime la valeur nette de réalisation, la direction tient compte des indications les plus fiables dont elle dispose au moment où les estimations sont faites. La quantité, l'âge et la condition du stock sont mesurés et évalués régulièrement au cours de l'année.

Durée d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière en fonction de l'utilité prévue des actifs de la Société. Les résultats réels peuvent toutefois être différents en raison d'obsolescence technique, particulièrement en ce qui a trait au matériel informatique et aux logiciels de distribution.

Actifs d'impôts différés

L'évaluation de la probabilité du bénéfice imposable futur pour lequel les actifs d'impôts différés pourront être utilisés s'appuie sur les dernières prévisions budgétaires approuvées de la Société, lesquelles sont ajustées pour tenir compte des charges et des produits significatifs non imposables ainsi que sur les limites d'utilisation des pertes non utilisées. Si une prévision positive de bénéfice imposable indique qu'il est probable que les actifs d'impôts différés soient utilisés, plus particulièrement si cette utilisation n'est soumise à aucune limite de temps, ces actifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés en entier. La direction évalue individuellement la comptabilisation des actifs d'impôts différés assujettis à certaines limites juridiques ou économiques ou à des incertitudes, en tenant compte des faits et des circonstances propres à chacun.

Obligation au titre de la retraite

La direction procède à une estimation annuelle de son obligation au titre de la retraite avec le soutien d'actuaire indépendants; toutefois, le résultat réel peut différer en raison d'incertitudes liées à l'estimation. L'estimation de son obligation au titre de la retraite est fondée sur des taux d'inflation et de mortalité jugés raisonnables par la direction. Elle tient également compte des prévisions spécifiques de la Société relativement aux futures augmentations de salaires et à l'âge de départ à la retraite des salariés ainsi que d'autres facteurs actuariels. Les taux d'actualisation sont déterminés vers la fin de chaque exercice par référence aux obligations d'entités de haute qualité et libellées dans la même monnaie que les prestations à verser et ayant des échéances similaires à celles du passif lié à la retraite connexe. Il existe des incertitudes quant aux estimations qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures des obligations de la Société au titre des prestations constituées.

Jugements importants

Perte de valeur des marques de commerce et du goodwill

Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable. La direction détermine la valeur recouvrable en procédant à une estimation des flux de trésorerie futurs prévus provenant de chaque actif ou unité génératrice de trésorerie, puis elle détermine un taux d'intérêt approprié aux fins du calcul de la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la direction pose des hypothèses relativement aux résultats opérationnels futurs. Ces hypothèses se rapportent à des événements et circonstances futurs. Les résultats réels peuvent différer et donner lieu à des ajustements significatifs aux actifs de la Société au cours des prochains exercices.

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation comporte l'estimation de l'ajustement approprié pour tenir compte du risque du marché et d'un ajustement approprié pour les facteurs de risque propres aux actifs.

Option d'achat de Dubé & Loiselle Inc.

Au cours de l'exercice 2016, la Société a acheté une option pour acquérir Dubé & Loiselle Inc., une entité détenue par un administrateur de la Société. Cette option d'achat est valide pour une durée de trois ans. La Société juge qu'elle n'a ni le contrôle ni l'influence nécessaire sur les décisions de gestion de Dubé & Loiselle Inc. pour consolider cette entité dans ses états financiers, celle-ci est plutôt considérée comme une partie liée à la Société.

15. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

La direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 31 décembre 2016. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) étaient efficaces. Pour la période de 84 jours terminée le 25 mars 2017, il n'y a eu aucune modification du processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière ni des contrôles et procédures de communication de l'information financière ayant une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes et procédures.

16. Normes, modifications et interprétations existantes qui ne sont pas encore en vigueur

IFRS 9 Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié IFRS 9, laquelle remplace IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39). IFRS 9 introduit des améliorations comprenant un modèle plus logique de classification et d'évaluation des actifs financiers, un modèle unique de dépréciation plus prospectif, fondé sur les pertes de crédit attendues et un modèle de comptabilité de couverture substantiellement modifié. Cette norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 16 Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 laquelle remplacera IAS 17 Contrats de location. IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location dont l'actif sous-jacent a une faible valeur. De plus, IFRS 16 modifie la définition du contrat de location; établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles; modifie la comptabilisation des accords de cession-bail; conserve en grande partie l'approche d'IAS 17 pour la comptabilisation des contrats de location par le bailleur et présente de nouvelles obligations d'information. IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et l'adoption anticipée est permise dans certaines circonstances. La Société estime que cette nouvelle norme augmentera la valeur des immobilisations corporelles et des obligations découlant de contrats de location, elle diminuera les charges opérationnelles et augmentera les amortissements et charges financières.

IAS 7 Tableau des flux de trésorerie

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à IAS 7 – *Tableau des flux de trésorerie*, afin d'améliorer l'information fournie aux utilisateurs des états financiers concernant les activités de financement. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 et l'application anticipée est permise. La Société estime que cette nouvelle norme aura comme incidence d'augmenter les informations à fournir relativement aux flux de trésorerie découlant des activités de financement.